SA Majesté le Roi & la République de Pologne ont jugé à propos de faire déclarer à Sa Majesté le Roi de Prusse & aux autres Puissances qui se sont intéressées à la dernière Diète de Pologne pour le rétablissement des *Dissidens* & des *Grecs*, en réponse aux représentations qui ont été faites en leur faveur: qu'on maintiendrait les *Dissidens* & *Non-unis* dans tous les droits & libertés qui leur étoient favorables & qui leur avoient été accordées par les loix de Pologne, nommément par la *Constitution* de 1717, aussi bien que par les Traités. L'Article second du Traité de Paix d'Oliva & la Déclaration des Ministres Suédois sur cet article, acceptée & ratifiée par le Roi & la République de Pologne, ont assuré non-seulement aux Villes de la Prusse-Polonoise, mais aussi à tous les *Dissidens* de la Pologne & de la Lithuanie en général, tous les droits spirituels & temporels, dont ils ont été en possession avant la guerre qui a été finie par le Traité d'Oliva; & c'est précisément la *Constitution* alléguée de 1717 qui a privé les *Dissidens* de leurs anciens droits. Il est donc surprenant qu'on ait combiné, dans la susdite réponse, des Traités & des Constitutions, qui sont en contradiction manifeste, & qu'on n'ait pas observé en même-tems que les Constitutions unilatérales faites par la République ne sauroient déroger aux Traités qu'Elle a conclus avec les Etats voisins. Il n'est pas moins extraordinaire qu'on ait pris le parti de renvoyer dans la susdite Déclaration les plaintes des *Dissidens* à la décision des Evêques. La condition des *Dissidens* devient par-là plus mauvaise qu'elle ne l'a été jusqu'ici. On remet leur sort entre les mains d'un Corps, qui a toujours été leur partie adverse; qui leur a suscité tout le mal dont ils se plaignent & qui par son Etat ne sauroit leur être favorable; c'est une nouvelle atteinte qu'on porte aux Constitutions du Royaume & aux Droits des *Dissidens* que de vouloir les soustraire à la juridiction séculière, dont ils doivent ressortir pour les soumettre à celle du Clergé. Ce peu d'observations suffisant pour faire voir que les principes adoptés & établis dans la réponse sus-mentionnée de la Cour de Pologne sont également contraires aux Constitutions du Royaume & aux Traités & liens d'amitié